

PROCES-VERBAL
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE RETIERS
DU MERCREDI 11 OCTOBRE 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 11 octobre à 20 heures 30 minutes,
le Conseil d'Administration légalement convoqué le 04 octobre 2023 conformément aux
articles L 2121-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni, en
session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Thierry RESTIF, Président du
C.C.A.S.***

Quorum : 8

Nombre de membres : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de votants : 11



Présents : 11

M. Thierry RESTIF, Mme Isabelle ROLLAND, M. Bertrand BLANDIN, Mme Muriel FERRÉ,
Mme Valérie PEZON, Mme Zoé DELABOISSIÈRE, M. Alfred GÉRARD, Mme Hélène
GUICHARD, M. Jean-Yves HEINRY, M. Joseph NEVEU, M. Marcel RUBIN.

Absents excusés : 4

M. Henri AUBRÉE, Mme Hema BATTEUR, Mme Isabelle DELONGLEÉ, Mme Chantale VETIER.

Secrétaire : Mme Valérie PEZON a été nommée secrétaire de séance

*Les membres du Conseil d'Administration reconnaissent que les convocations ont été
régulières et qu'une note de synthèse était bien annexée aux convocations.*



ORDRE DU JOUR :

- 1) Approbation du procès-verbal de la réunion du 27 juin 2023
- 2) Règlement Budgétaire et Financier - Approbation
- 3) Dotation aux provisions pour créances douteuses
- 4) Demande de subvention – association « Le Secours Catholique »
- 5) Remboursement aide alimentaire à la Mairie de Sainte-Colombe
- 6) Compte-rendu des décisions prises par délégation
- 7) Questions diverses



10 -23 – Règlement budgétaire et financier - Approbation

Monsieur le Président présente le rapport suivant :

Rapport :

Par délibération n°09-21 du 24 juin 2021, le Conseil d'Administration a décidé d'expérimenter la mise en place du Compte Financier Unique (CFU) et d'appliquer la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022

Il était précisé que dans le cadre de ce passage à la M57, il convenait d'établir un règlement budgétaire et financier qui ferait l'objet d'un vote ultérieur.

Un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) a pour vocation de rappeler les normes tant légales que réglementaires ainsi que les processus de gestion propres à la collectivité qui se dote d'un tel document. Il pose les règles et principes de gouvernance qui animent la collectivité sur les plans budgétaires, comptables et financiers ; grâce à une description précise des processus qui l'animent, il crée un référentiel commun et une culture de gestion partagée.

Le RBF qui est proposé décrit les processus financiers internes que le CCAS de Retiers a mis en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion, et précise les modalités de préparation et d'adoption du budget par l'organe délibérant.

Ce règlement budgétaire et financier est structuré autour de 3 titres qui couvrent l'ensemble du champ comptable, budgétaire et financier selon la répartition suivante :

- Titre I : Le cadre juridique du budget du CCAS
- Titre II : L'exécution budgétaire
- Titre III : l'actif et le passif

In fine, ce règlement budgétaire et financier doit aider à optimiser la gestion, sécuriser les relations avec l'ensemble des partenaires du CCAS, exprimer la transparence financière de celui-ci et aider à la fiabilisation des comptes.

Ce règlement budgétaire et financier est susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution des pratiques du CCAS.

Ceci exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

Vu le règlement budgétaire et financier présenté

Ceci exposé :

Le Conseil d'administration, après en avoir discuté et délibéré, par vote à l'unanimité des suffrages exprimés :


👉 **Approuve** le règlement budgétaire et financier qui lui est présenté.

P.J. en annexe : Règlement budgétaire et financier

Le Président du CCAS,
Thierry RESTIF.



La secrétaire de séance,
Valérie PEZON.



11 -23 – Dotation aux provisions pour créances douteuses

Monsieur le Président présente le rapport suivant :

Rapport :

Tous les CCAS, quelle que soit leur taille, sont soumis à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de créances douteuses (art. R 2321-2 du CGCT) :

- La provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers est nécessaire lorsque, malgré les diligences faites par le comptable public, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée en fonction du risque d'irrecouvrabilité estimé par le CCAS à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public. La méthode pour évaluer la dépréciation des créances contentieuses se fait de manière statistique, en appliquant un taux 15 % au montant total des pièces prises en charge depuis plus de deux ans composant les soldes débiteurs des comptes de tiers de créances douteuses et/ou contentieuses (en M57 : 4161, 4626, 46426, 467316, 467326 467336, 467346, 467356, 467386)

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, le CCAS peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire. Le régime de droit commun est le régime des provisions semi-budgétaires qui permet l'inscription dans les dépenses réelles d'une dotation en provision, sans contrepartie en recettes d'investissement. Les provisions sont ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donneront lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque ne sera plus susceptible de se réaliser.

Le montant des créances douteuses transmis par le Comptable est de 1575 €, soit une provision de 236.25 € à inscrire au compte 6817.

Le Conseil d'Administration a aussi la possibilité de fixer un seuil au-delà duquel une provision n'est pas nécessaire au vu du faible enjeu financier.

Ceci exposé,

Vu l'instruction budgétaire M57,

Vu les articles L 2321-2 et L 2321-3 du CGCT,

Le Conseil d'Administration

➡ Décide que :

- la provision pour créances douteuses ne sera pas constatée en dessous de 400 €, compte tenu du faible risque financier au vu du budget du CCAS, le risque correspondant étant inférieur à 1 % du budget du CCAS.
- Le montant des créances douteuses transmis par le Comptable étant de 1 575 €, soit une provision de 236.25 € à inscrire au compte 6817 inférieure à 400 €, il ne sera pas inscrit de provision au budget 2023.

Le Président du CCAS,
Thierry RESTIF.



La secrétaire de séance,
Valérie PEZON.

12 -23 – Demande de subvention – Association « Le Secours Catholique »

Monsieur le Président présente le rapport suivant :

Rapport :

Comme chaque année, le Secours Catholique en partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale a organisé, le mardi 11 juillet 2023, une sortie familiale et conviviale à « la base de loisirs de la Rincerie » à LA SELLE CRAONNAISE (53). Cette journée est proposée aux familles de Retiers, et des communes environnantes rencontrant des difficultés sociales et/ou financières ainsi qu'aux bénévoles de l'association.

Au vu du bilan financier, Monsieur le Président propose de verser une subvention de 180.48 € au Secours Catholique correspondant au montant de la dépense pour les 12 restériens ayant participé à cette sortie.

Ceci exposé :

Le Conseil d'administration, après en avoir discuté et délibéré,

☞ **Accorde** cette subvention de 180.48 € au Secours Catholique.

P.J. : Bilan financier

Le Président du CCAS,
Thierry RESTIE



La secrétaire de séance,
Valérie PEZON.



Débat

M. RUBIN fait part à l'assemblée d'une baisse de fréquentation des bénéficiaires au sein du Secours Catholique. Néanmoins, il souligne que les situations sont de plus en plus difficiles. Il informe également qu'au vu du turnover des professionnels du CDAS de Janzé une rencontre est prévue pour informer les travailleurs sociaux du secteur des aides et actions mise en place par le Secours Catholique. Il rappelle la présence des Restos du Cœur sur Janzé et La Guerche de Bretagne.

13 -23 – Remboursement aide alimentaire à la Commune de Sainte-Colombe

Monsieur le Président présente le rapport suivant :

Rapport :

En août dernier, un jeune homme sans hébergement s'est présenté au CCAS pour trouver un hébergement d'urgence. Celui du CCAS étant occupé, il a été redirigé vers la Mairie de Sainte-Colombe qui dispose de chambres, au-dessus de sa salle communale. Après échange avec Mme THOMERET, adjointe à la Mairie de Sainte-Colombe, il a été convenu que le jeune soit hébergé à Sainte-Colombe et que l'aide alimentaire soit à la charge du CCAS de Retiers. La facture d'un montant de 12.21 € a été acquittée par la commune de Sainte-Colombe, le Président propose de rembourser cette somme de 12.21 € à la commune de Sainte-Colombe.

Ceci exposé :

Le Conseil d'administration, après en avoir discuté et délibéré,

➤ **Accepte** le remboursement de 12.21 € à la commune de Sainte-Colombe.

Le Président du CCAS,
Thierry RESTIF.



La secrétaire de séance,
Valérie PEZON.



Compte-rendu des décisions prises par délégation

➤ Aides Financières non remboursables :

- Le 30/05/2023 : 40 € (aide alimentaire N° 4) – **Non utilisée**
- Le 28/06/2023 : 150 € (secours à fond perdu N°2)
- Le 29/08/2023 : 50 € (aide alimentaire N° 5)
- Le 30/08/2023 : 300 € (secours à fond perdu N°3)
- Le 21/09/2023 : 50 € (aide alimentaire N°6)

Questions diverses

➤ Règlement intérieur Jardins des Fées

Mme ROLLAND informe les membres du Conseil d'Administration que suite à des plaintes des voisins et riverains des jardins familiaux, elle a rencontré le président de l'association, M. PICARD, pour lui demander de préciser les horaires d'ouverture afin d'éviter les nuisances en fin de journée occasionnées par certains jardiniers.

➤ Épicerie solidaire

Mme ROLLAND informe les membres du Conseil d'Administration que les membres de l'association « Notre Épicerie » poursuivent leurs actions (mise en place de sous- groupes de travail, formations, rencontre avec ANDES, achats de matériel...). Elle informe également que les travaux de réhabilitation commenceront début 2024 pour se terminer vers avril/mai.

➤ Semaine bleue

Mme ROLLAND fait part à l'Assemblée de l'animation « plantation de bulbes » qui a eu lieu le jeudi 5 octobre, au « Biau Jardin » de la résidence Pierre & Marie Curie, suivie d'un goûter partagé avec l'association Filéas, la Vauzelle, et le Relais pour l'Emploi dans le cadre de la semaine bleue.

➤ Budget Colis de Noël

Mme ROLLAND demande l'avis aux membres du Conseil d'Administration pour la composition des Colis de Noël distribués aux personnes de 80 ans et +. Après discussion, le choix est arrêté comme suit :

Personnes à domicile :
1 ballotin de chocolats de 100g – ESAT
1 savon – Savonnerie au Gré du Vent
1 bouteille de jus de pommes – Gaec de l'Aubinière
1 carnet – Splayce

Personnes en EHPAD : *1 ballotin de chocolats de 100g – ESAT*
1 coffret d'eau de Cologne – Super U

Fin de séance 22h30

Fait à Retiers,
Le 11 octobre 2023.

Le Président de séance,
Thierry RESTIF.



La secrétaire de séance,
Valérie PEZON.

